



**Lectures**  
Les comptes rendus

---

## Louis Pinto (dir.), 2012 : *les sociologues s'invitent dans le débat*

Pascal Décarpes

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lectures/8378>  
ISSN : 2116-5289

### Éditeur

Centre Max Weber

### Référence électronique

Pascal Décarpes, « Louis Pinto (dir.), 2012 : *les sociologues s'invitent dans le débat* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2012, mis en ligne le 11 mai 2012, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/8378>

---

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Lectures - Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction / Any replication is submitted to the authorization of the editors

---

# Louis Pinto (dir.), 2012 : les sociologues s'invitent dans le débat

Pascal Décarpes

---

- 1 À la suite de l'ouvrage de Guy Bajoit au titre sans détour *Pour une sociologie de combat*<sup>1</sup>, dans lequel il était clairement affirmé que l'engagement des universitaires et chercheurs était un devoir dans une époque de crises multiples où nombreuses sont les interrogations qui appellent dès lors des réponses structurées porteuses de sens, c'est ici dans le cadre d'une période électorale (présidentielles et législatives) qu'une quinzaine de sociologues « s'invitent dans le débat ».
- 2 Dans un ouvrage compact d'environ 220 pages, les textes regroupés par Louis Pinto ont pour office, selon les mots de ce dernier, de contrebalancer la crainte « que les problèmes de fond ne soient abordés que de façon biaisée et superficielle » et « que les analyses perspicaces et complexes soient complètement brouillées et occultées » (p. 7). Publié aux Editions du croquant, dont les excellents ouvrages sont empreints d'un « militantisme intellectuel » (p. 9) qu'il est bon de saluer<sup>2</sup>, ce recueil revendique de se positionner dans un registre et un champ politique rejoignant l'appel de Pierre Bourdieu « pour une gauche de gauche »<sup>3</sup>.
- 3 Les auteurs des quatorze contributions présentes, dont il est dommage que leurs curriculumms ne soient indiqués à aucun moment du livre (ce sera notre seule réserve), parcourent des thématiques très diversifiées et non-exhaustives, traitant d'économie, de politique, de sujets de société tels que la santé ou l'école. D'une structure dynamique et d'une écriture enlevée, chaque texte est l'occasion de remettre en cause la doxa mercantile du libre marché et de l'hyper-individualisation des besoins humains. À titre d'exemple, l'analyse de Frédéric Lebaron – invitant à « sortir du capitalisme financier, étape nécessaire, mais non suffisante d'une alternative globale » (pp. 15-32) – apporte des clés de réflexion sur la crise européenne actuelle dont les politiques bruxelloises ne sont qu'un symptôme et en aucun cas un remède. Au-delà des critiques habituelles sur les orthodoxies économiques libérales, l'auteur affine son propos en mettant en avant la nouvelle forme qu'a prise le « capitalisme étatico-financier » (p. 19) auquel participent activement les banques centrales et qui a conduit à la désorganisation puis la

réorganisation néo-libérale des marchés économiques européens. Soulignant la nécessité première d'un rééquilibrage du rapport de force afin de pouvoir envisager un retour à une économie au service des citoyens, plusieurs propositions programmatiques sont offertes au lecteur afin de mettre en œuvre des politiques publiques de justice sociale qui réduiront les inégalités de revenus et de patrimoine entre les individus, notamment la création d'un salaire minimum européen ou la nationalisation du système bancaire.

- 4 En passant entre autres sur les excellents chapitres sur la remobilisation électorale des milieux populaires (pp. 33-44), sur la démocratie sociale au bénéfice des salariés (pp. 45-58), sur la « réappropriation collective de la démocratie locale » (pp. 59-69), ou encore sur la « désocialisation de la santé » de Frédéric Pierru (pp. 71-92) qui pointe la privatisation progressive du financement des soins courants et la révolution conservatrice de la médecine libérale, c'est notamment la justice pénale qui retient l'attention en faisant l'objet de deux contributions. En effet, c'est un domaine où le poids politique (et politique) est extrêmement fort et présent, ce qui donc donne toute leur pertinence à ces analyses à l'heure d'un changement de Président de la République (garant de l'indépendance de la justice, article 16 de la Constitution) et éventuellement d'un nouveau garde des Sceaux (qui définit la politique pénale conduite par les parquets et leurs procureurs).'
- 5 Dans un titre délibérément provoquant, « délinquance zéro » (pp. 93-108), reprenant en cela la teneur de multiples slogans punitifs déclarant la « guerre contre le crime » Gérard Mauger<sup>4</sup> précise d'emblée que l'insécurité est une catégorie médiatiquement et politiquement construite dont les réalités diffèrent en grande partie des discours tenus à son égard. Mettant en exergue l'opposition factice 'angélisme versus réalisme', l'auteur dénonce également les accusations d'une justice laxiste et d'une « croyance aux causes sociales de la délinquance [...] tenue pour une naïveté » (p. 96). Le populisme sécuritaire, le sacro-saint droit des victimes face à des criminels qui auraient, eux, tous les droits, voire le soi-disant culturalisme et communautarisme des nouvelles formes de violence, c'est pour s'opposer à ces contre-vérités idéologiques que plusieurs universitaires et chercheurs ont, parallèlement aux politiques liberticides de Nicolas Sarkozy à partir de 2002 et de son entrée au ministère de l'Intérieur, (ré)activé leur engagement citoyen pour contribuer de manière argumentée au débat sur la criminalité. Dans une optique semblable, Laurent Willemez préconise 'une autre justice' (pp. 109-120), à l'opposé des lois répressives votées ces dix dernières années, qui retrouverait son indépendance et ne serait plus soumise au diktat de la Réforme générale des politiques publiques (RGPP). C'est par ailleurs cette RGPP qui traverse un certain nombre des contributions discutées ici et qui accompagne le New public management qui bouleverse et déstabilise les pratiques des administrations publiques et leurs rapports aux usagers (chômeurs, étudiants, étrangers, etc.).
- 6 Cet ouvrage, fort de nombreuses propositions de réformes clairement détaillées, est à la hauteur des attentes soulevées par son titre militant. Dans une perspective d'élévation du niveau des débats politiques et de réelle prise en compte des enjeux sociétaux des échéances électorales de mai et juin 2012, il est souhaitable que les idées présentées par ces sociologues « engagés » trouvent leur place dans les programmes politiques qui seront à mettre en place au cours de la prochaine législature.

---

## NOTES

1. Compte-rendu de P. Décarpes, <http://lectures.revues.org/7955>
2. Pour un aperçu des publications récentes de cet éditeur, et de quelques compte-rendus s'y référant, cf. <http://lectures.revues.org/1523>
3. Bourdieu et al., texte paru dans l'édition du journal Le Monde du 8 avril 1998.
4. Directeur émérite de recherche au CNRS.

---

## AUTEUR

**PASCAL DÉCARPES**

Chercheur associé en criminologie à l'Université de Greifswald (Allemagne)